

FEDERATION NATIONALE DE LA PECHE EN FRANCE ET DE LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

**FEDERATION NATIONALE DE LA PECHE EN FRANCE
ET DE LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE
108 -110, rue Saint Maur
75011 PARIS**

**FEDERATION NATIONALE DE LA PECHE EN FRANCE
ET DE LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE**

Siège social : 108-110, rue Saint Maur - 75011 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la FEDERATION NATIONALE DE LA PECHE EN FRANCE ET DE LA PROTECTION DU MILIEU AQUATIQUE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous portons à votre connaissance que les provisions pour risques et charges figurant au bilan ont été évaluées conformément aux modalités décrites dans l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre association pour identifier et évaluer les risques et sur l'examen des documents mis à notre disposition.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes adressés aux membres.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport financier.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.


S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Levallois-Perret,
le 17 juin 2025

Fiduciaire Conseils Associés

Estelle CHERMAT

A handwritten signature in black ink, reading "Chermat E.", is written over a horizontal line. The signature is stylized and appears to be a cursive or semi-cursive script.

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311223
Immobilisations incorporelles	732 949.57	473 411.70	259 537.87	295 837.51
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits simil	4 364.93	4 364.93		
Fonds commercial				
Autres immob. incorporelles	728 584.64	469 046.77	259 537.87	295 837.51
Avances et acomptes sur immos				
Immobilisations corporelles	8 410 701.80	1 547 678.91	6 863 022.89	7 079 064.16
Terrains	1 784 953.47		1 784 953.47	1 784 953.47
Constructions	6 344 037.49	1 340 919.88	5 003 117.61	5 208 707.87
Installations techn., mat., outil				
Autres immob. corporelles	281 710.84	206 759.03	74 951.81	85 402.82
Immobilisations en cours				
Avances & acomptes				
mmobilisations financières	2 578 620.00		2 578 620.00	2 478 620.00
Participations selon mise en équi.				
Autres participations				
Créances rattach. à des particip.				
Autres titres immobilisés	2 278 620.00		2 278 620.00	2 278 620.00
Prêts	300 000.00		300 000.00	200 000.00
Autres immob. financières				
TOTAL II	11 722 271.37	2 021 090.61	9 701 180.76	9 853 521.67
Stocks et en-cours				
Produits intermédiaires & finis				
Marchandises				
Avances & acomptes versés/com.				
Avances & acomptes versés/com.				
Créances	3 661 079.22	11 383.02	3 649 696.20	3 997 571.35
Clients et comptes rattachés	3 477 365.37	11 383.02	3 465 982.35	3 538 995.80
Autres créances	183 713.85		183 713.85	458 575.55
Divers	32 593 163.11	15 141.16	32 578 021.95	29 025 201.98
Valeurs mobilières de placement	26 929 480.78	15 141.16	26 914 339.62	24 447 892.90
Disponibilités	5 663 682.33		5 663 682.33	4 577 309.08
Charges constatées d'avance	71 663.73		71 663.73	84 167.80
Charges constatées d'avance	71 663.73		71 663.73	84 167.80
TOTAL III	36 325 906.06	26 524.18	36 299 381.88	33 106 941.13
TOTAL GENERAL (I à VI)	48 048 177.43	2 047 614.79	46 000 562.64	42 960 462.80

Impression provisoire

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311223
-------------------	--	--	----------------	-----------

Fonds Associatifs				
Fonds propres			3 830 001.36	3 830 001.36
Fonds assoc. sans droit de reprise			3 830 001.36	3 830 001.36
Report à nouveau			14 798 741.27	13 867 580.98
Report à nouveau			14 798 741.27	13 867 580.98
Résultat de l'exercice			2 290 729.75	931 160.29
Résultat de l'exercice			2 290 729.75	931 160.29
Subventions d'investissement				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
Provisions réglementées				
TOTAL (I)			20 919 472.38	18 628 742.63
Produits émissions titres particip.				
Produits émissions titres particip				
Avances conditionnées				
Avances conditionnées				
TOTAL (II)				
Provisions pour risques				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges			356 128.60	327 618.40
Provisions pour charges			356 128.60	327 618.40
TOTAL (III)			356 128.60	327 618.40
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			2 220 902.39	2 503 682.14
Emprunts & dettes aup. étab. crédit			2 220 902.39	2 503 682.14
Emprunts et dettes financ. divers				
Emprunts et dettes financ. divers				
Avanc. & acptes reçus/com en cours				
Av. & ac. reçus s/com. en cours				
Dettes fourniss. & cptes rattachés			226 995.00	253 303.44
Dettes fourniss. & cptes rattachés			226 995.00	253 303.44
Dettes fiscales et sociales			517 646.03	442 568.56
Dettes fiscales et sociales			517 646.03	442 568.56
Dettes sur immo. et cptes rattachés				
Dettes sur immo. & cptes rattachés				

Impression provisoire

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311223
Autres dettes			20 224 589.14	19 288 575.03
Autres dettes			20 224 589.14	19 288 575.03
Produits constatés d'avance			1 534 829.10	1 515 972.60
Produits constatés d'avance			1 534 829.10	1 515 972.60
TOTAL (IV)			24 724 961.66	24 004 101.77
Ecarts de conversion passif (V)				
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL (I à V)			46 000 562.64	42 960 462.80

Détail des postes			Au 311224	Au 311223
CHARGES D'EXPLOITATION				
Coût d'achat des marchandises				
Achats de marchandises				
Variations de stocks de march.				
Consommation exercice /tiers			1 863 579.24	2 198 735.11
Achats matières premières				
Achats autres approvisionnements			24 654.88	24 248.69
Variation de stocks Mat./approv.				
Autres achats et charges externes			1 838 924.36	2 174 486.42
Impôts, taxes et vers. assimilés			172 630.27	140 755.72
Impôts, taxes et vers/ assimilés			172 630.27	140 755.72
Charges du personnel			1 874 916.51	1 436 151.68
Salaires et traitements			1 224 418.48	1 046 043.76
Charges sociales			650 498.03	390 107.92
Dotations aux amortis. & provisions			394 490.12	359 369.21
Amort. sur immobilisations			326 092.92	290 417.01
Provis. sur immobilisations				
Provis. sur actif circulant				
Amort. pour risque et charges			68 397.20	68 952.20
Autres charges			20 914 456.48	20 512 953.63
Actions des Fédérations			20 186 521.78	19 773 158.75
Autres charges			727 934.70	739 794.88
TOTAL I			25 220 072.62	24 647 965.35
QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II)				
Quotes-parts résultats/op comm.				
CHARGES FINANCIERES (III)			24 426.99	27 363.93
Dot. aux amort. & aux provisions				
Intérêts et charges assimilées			24 426.99	27 363.93
Différences négatives de change				
Charges nettes/cess. mob. de plac.				
CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV)				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amort. & provis.				
PARTICIP. SALARIES EXPANSION (V)				
Partic. salariés Expansion				
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI)			77 043.00	59 750.00
Impôts sur les bénéfices			77 043.00	59 750.00
Solde créditeur			2 290 729.75	931 160.29
Excédent de l'exercice			2 290 729.75	931 160.29
TOTAL GENERAL (CHARGES)			27 612 272.36	25 666 239.57

Impression provisoire

108 rue Saint-Maur

75011 Paris

Document fin d'exercice

Détail des postes			Au 311224	Au 311223
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Montant des produits perçus (A)			25 050 568.10	23 280 151.64
Cotisations papiers et www.cartedep			25 050 568.10	23 280 108.80
Participations diverses				42.84
Autres produits d'exploitation (B)			1 678 179.28	1 672 017.68
Production stockée				-1 216.00
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			307 580.16	181 000.00
Actions des Fédérations			585 469.33	678 670.03
Conventions diverses			727 741.11	733 701.72
Reprise /prov. & transferts charge			54 328.12	74 497.38
Autres produits			3 060.56	5 364.55
TOTAL (A+B)			26 728 747.38	24 952 169.32
QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II)				
Quotes parts résultat/op. comm.				
PRODUITS FINANCIERS (III)			883 524.98	714 070.25
De participations				
D'autres valeurs mobil. & créances				
Autres intérêts et produits assim.			766 642.05	586 333.23
Reprise/provis. & transf. charges			116 882.93	127 737.02
Différ. positives de change				
Prod. nets/cess. val. mobil. plac.				
PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)				
Sur opérations de gestion				
Sur opér. de capital, cess. actifs				
Sur opér. de capital, subv. d'inv.				
Autres opér. de capital				
Reprises/prov. & transf.de charges				
Solde débiteur				
Perte				
TOTAL GENERAL (PRODUITS)			27 612 272.36	25 666 239.57
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL				
CHARGES DES CONT. VOLONT.EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de bien				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				

Impression provisoire



Règles et méthodes comptables

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 46 000 562,64 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un excédent de 2 290 729,75 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Présentation de la FNPF

La Fédération nationale est chargée des missions nationales suivantes :

- contribuer à la protection du patrimoine piscicole et en particulier des poissons grands migrateurs ;
- engager des études ou opérations nationales en faveur de la promotion du loisir pêche et de son développement ;
- réaliser les études halieutiques et piscicoles et établir un état national et permanent de la pêche en France sur la base des statistiques des AAPPMA et fédérations départementales ;
- assurer la défense de la pêche de loisirs aux lignes, aux engins et aux filets ainsi que la promotion de ses intérêts, notamment en élaborant des orientations nationales ;
- coordonner l'action des fédérations départementales.

Elle est consultée sur les mesures réglementaires concernant la pêche de loisirs.

Description des moyens mis en œuvre

La Fédération Nationale de la Pêche en France dispose d'un seul site : le siège social 108 - 110 rue Saint Maur à Paris 11^{ème}.

Les ressources de la Fédération Nationale de la Pêche en France sont issues majoritairement de la vente de cartes de pêche.

Elles permettent de couvrir les charges d'exploitation générées par :

- La pratique de la pêche ;
- Le développement de la pêche sur tout le territoire auprès d'un million quatre cent quarante-sept mille adhérents ;
- La gestion et la sauvegarde des milieux aquatiques sur le territoire par le biais de subventions versées aux Fédérations Départementales ;
- Les fonctions supports.

La Fédération Nationale de la Pêche en France s'appuie sur 94 Fédérations Départementales ...



I-Faits majeurs de l'exercice.

NEANT.

Évènements postérieurs à la clôture.

Il n'y a pas d'évènement postérieur à la clôture à signaler.

II-Principes – règles et méthodes comptables.

Les comptes de l'Association ont été établis dans le respect conformément aux conventions comptables de base et notamment les principes suivants :

- Principe de prudence ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre ;
- Continuité d'exploitation ;
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicable en milieu associatif définis par :

- Le règlement N°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- Le règlement N°2014-03 du 5 juin 2014 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif au Nouveau Plan Comptable Général modifié par le règlement N°2016-07 du 4 novembre 2016.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de présentation, d'évaluation ou de mode de comptabilisation.

Aucun changement de méthode n'est intervenu sur l'exercice.

Changements d'estimation et corrections d'erreurs :

Les comptes n'intègrent aucun changement d'estimation ni correction d'erreur ayant un impact significatif.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Logiciels L 1 an
- Autres immobilisations incorporelles L 5 ans



Immobilisations corporelles et amortissements

Conformément aux règlements CRC n°2002-10 relatif à l'amortissement et la dépréciation des actifs et CRC n°2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs, les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition,

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- Immobilisations décomposables : l'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- Immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Terrain	Non amortissable
- Bâtiments	L 15 à 65 ans
- Inst. générales	L 5 à 25 ans
- AAI	L 10 ans
- Matériel de bureau et informatique	D 3 et L 3 à 8 ans
- Mobilier	L 8 ans
- Matériel d'exposition	L 3 ans à 5 ans

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement.

Les immobilisations financières et valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Elles font l'objet d'une dépréciation s'il advient que leur valeur probable de négociation à la date d'arrêt des comptes devient inférieure au coût d'acquisition.

Les produits nets sur cessions de VMP sont constatés en produits ou charges financiers au compte de résultat, suivant la méthode FIFO (First In First Out).

Stocks et en-cours.

Les stocks sont composés de médailles destinées aux bénévoles de la pêche associative.
Le stock est valorisé aux prix d'achat.

Créances.

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises.

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contrevaletur à la date de l'opération.



Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contrevaletur au cours de fin d'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion".

Provisions pour risques et charges.

Une provision est constatée en présence d'une obligation devant engendrer une sortie de ressources au bénéfice d'un tiers, sans contrepartie équivalente attendue de celui-ci. L'obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, ou être implicite. Les provisions pour risques et charges font l'objet d'une évaluation au cas par cas.



IMMOBILISATIONS

	Valeur brute début d'exercice	Acquisitions	Diminution par virement et cession	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	4 364,93			4 364,93
Autres postes d'immobilisations incorp.	995 623,91	55 065,02	322 104,29	728 584,64
Total I	999 988,84	55 065,02	322 104,29	732 949,57
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 784 953,47			1 784 953,47
Bâtiments	5 488 195,10			5 488 195,10
Installation générales	855 842,39			855 842,39
Agencements, aménagement divers	54 124,80			54 124,80
Matériel de bureau et informatique	87 534,25	15 038,99	4 551,55	98 021,69
Mobilier	125 916,35			125 916,35
Matériel d'exposition	-	3 648,00		3 648,00
Acomptes sur immob.	-			-
Total II	8 396 566,36	18 686,99	4 551,55	8 410 701,80
Immobilisations financières				
Titres de participation	-			-
Titres immobilisés	2 278 620,00			2 278 620,00
Prêts	200 000,00	550 000,00	450 000,00	300 000,00
Dépôts	-			-
total III	2 478 620,00	550 000,00	450 000,00	2 578 620,00
TOTAL GENERAL (I+II+III)	11 875 175,20	623 752,01	776 655,84	11 722 271,37

AMORTISSEMENTS

	Valeur en début d'ex.	Augment. Dotations	Diminutions Sorties/Rep.	Valeu en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Logiciels	4 364,93			4 364,93
Autres postes d'immobilisations incorp.	699 786,40	91 364,66	322 104,29	469 046,77
Total I	704 151,33	91 364,66	322 104,29	473 411,70
Immobilisations corporelles				
Bâtiments	830 375,24	148 680,59		979 055,83
Installation générales	304 954,38	56 909,67		361 864,05
Agencements, aménagement divers	21 462,56	5 412,48		26 875,04
Matériel de bureau et informatique	71 968,13	11 746,93	4 551,55	79 163,51
Mobilier	88 741,89	11 741,37		100 483,26
Matériel d'exposition	-	237,22		237,22
Total II	1 317 502,20	234 728,26	4 551,55	1 547 678,91
TOTAL GENERAL (I+II)	2 021 653,53	326 092,92	326 655,84	2 021 090,61



PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des pertes probables connues ou estimées dans le respect du référentiel comptable adopté.

	Montant au début de l'exercice	Augmentatio ns Dotations exercice	Diminutions Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
Provision réglementées				
Néant				-
Total I	-	-	-	-
Provision pour risques et charges				
Provision pour risque social sur indemnités de mandat	131 387,40	45 750,20	39 887,00	137 250,60
Provision pour indemnités de fin de carrière	176 231,00	22 647,00		198 878,00
Provision pour base de données	-			-
Provision pour action en lien avec le CDC biodiversité	20 000,00			20 000,00
Total II	327 618,40	68 397,20	39 887,00	356 128,60
Provision pour dépréciation				
Créances douteuses	11 383,02			11 383,02
Autres créances	-			-
Titres de participation	-			-
Valeurs mobilières de placement	132 024,09		116 882,93	15 141,16
total III	143 407,11	-	116 882,93	26 524,18
TOTAL GENERAL (I+II+III)	471 025,51	68 397,20	156 769,93	382 652,78



ETAT DES CREANCES ET DES DETTES

ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Prêt	300 000,00	300 000,00	
Dépôt			
De l'actif circulant			
Autres créances clients	3 477 365,37	3 477 365,37	
Etat, divers			
Débiteurs divers	183 713,85	183 713,85	
Charges constatées d'avance	71 663,73	71 663,73	
TOTAL	4 032 742,95	4 032 742,95	-

ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (1)				
à un an maximum à l'origine	5 805,00	5 805,00		
à plus d'un an à l'origine	2 215 097,39	285 463,55	1 171 997,66	757 636,18
Fournisseurs et comptes rattachés	226 995,00	226 995,00		
Personnel et comptes rattachés	169 530,38	169 530,38		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	252 336,31	252 336,31		
Autres impôts, taxes et versements assimilés	95 779,34	95 779,34		
Autres dettes	20 224 589,14	20 224 589,14		
Produits constatés d'avance	1 534 829,10	1 534 829,10		
TOTAL	24 724 961,66	22 795 327,82	1 171 997,66	757 636,18

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	-
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	282 511,38



DETAIL DES PRODUITS A RECEVOIR

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Autres créances		
Personnel avances et acomptes	4 025,14	3 301,18
Fonds travaux Nexity	2 358,71	-
CNR, Hydroélectricité à recevoir	-	137 131,03
EDF, Hydroélectricité à recevoir	-	-
SHEM, Hydroélectricité à recevoir	-	73 577,74
OFB, subvention à recevoir	175 000,00	225 000,00
SNSAPL à recevoir	-	-
Fondation à recevoir	2 330,00	1 940,00
Fournisseurs, AAR	-	17 625,60
Disponibilités		
Intérêts courus à recevoir	173 580,04	68 768,43
TOTAL	357 293,89	527 343,98

DETAIL DES CHARGES A PAYER

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts et dettes auprès des ets de crédit		
Intérêts courus	5 805,00	6 073,37
Total I	5 805,00	6 073,37
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Fournisseurs, factures non parvenues	109 098,33	106 329,79
Total II	109 098,33	106 329,79
Dettes fiscales et sociales		
Dettes prov./Congés payés	77 337,00	68 871,00
Dettes prov./RTT	21 598,00	32 446,00
Personnel, prime à payer	47 950,00	43 800,00
Frais à payer	22 645,38	6 040,20
Charges sociales /Congés payés	48 722,00	43 389,00
Charges sociales/RTT	34 283,00	20 441,00
Charges sociales/prime à payer et autres	12 317,00	27 594,00
Autres		
Total III	264 852,38	242 581,20
Autres dettes		
Assemblée Générale N	90 000,00	90 000,00
Provision taxe d'habitation	36 000,00	36 000,00
Avoirs à établir	1 331,40	2 309,30
Total Iv	127 331,40	128 309,30
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV)	507 087,11	483 293,66



TAIL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

	31/12/2024	31/12/2023
Charges de copropriété	9 389,77	
Entretien des locaux	2 924,70	2 835,43
Entretien et maintenance du matériel	12 416,92	10 565,50
Abonnement divers	877,99	2 645,06
Locations diverses	541,03	404,15
Assortiments Saumons n+1	16 305,60	23 201,20
JTN N+1	2 184,00	
Hébergement serveur		4 493,88
Campagne publicitaire n+1	2 673,72	24 146,51
Campagne SMS/MAIL www.cartedepeche.fr n+1	12 650,00	14 503,20
Formation	11 700,00	
Assurance RC n+1		1 372,87
TOTAL	71 663,73	84 167,80

DETAIL DES PRODUITS CONSTATEES D'AVANCE

	31/12/2024	31/12/2023
CPMA n+1 vendues sur le site internet en année n	1 534 829,10	1 515 972,60
TOTAL	1 534 829,10	1 515 972,60

DETAIL DES PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

	Charges	Produits
NEANT		
TOTAL	-	-



SUIVI DES FONDS PROPRES AU 31/12/2024

	Montant au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant à la fin de l'exercice
<u>FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE</u>				
Fonds de roulement	3 000 000,00			3 000 000,00
Fonds assoc.actions des collectivités	830 001,36			830 001,36
	-			-
Total I	3 830 001,36	-	-	3 830 001,36
<u>AUTRES FONDS PROPRES</u>				
Report à nouveau	13 867 580,98	931 160,29		14 798 741,27
Résultat	931 160,29	2 290 729,75	931 160,29	2 290 729,75
	-			-
total II	14 798 741,27	3 221 890,04	931 160,29	17 089 471,02
TOTAL GENERAL (I+II)	18 628 742,63	3 221 890,04	931 160,29	20 919 472,38



ENGAGEMENT DE RETRAITE

Les indemnités de départ à la retraite ont été évalués conformément au règlement ANC 2013-02.
Montant provisionné au 31 décembre 2024 : 198 878 euros

CREDIT BAIL

Aucun crédit bail n'a été souscrit par la Fédération Nationale.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

ENGAGEMENTS DONNES	Montant
Autres engagements donnés Capital restant dû au 31/12/2024	2 215 097,39
TOTAL	2 215 097,39
ENGAGEMENTS RECUS	Montant
NEANT	
TOTAL	-

DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des étblts de crédit	2 215 097,39	4 000 000,00
TOTAL	2 215 097,39	4 000 000,00

REMUNERATION GLOBALE DES DIRIGEANTS

Le montant des indemnités de mandat s'est élevé à 83 264,50 € pour l'exercice 2024

VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées à leur coût d'acquisition selon la méthode FIFO.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieur au coût d'acquisition

Les placements rémunérés par des intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominal, les intérêts courus sont également comptabilisés.

EFFECTIF MOYEN (articles R.123-195 et R.123-196 du Code de Commerce)

	2024	2023
Cadres	13	8
Non cadres	6	8
TOTAL	19	16



VENTILATION DES PRODUITS D'EXPLOITATION

	Montant au 31/12/2024
Cotisations CPMA	25 050 568,10
Subventions reçues	307 580,16
Annulation de subventions accordées	585 469,33
compensation Hydroélectriques	727 741,11
Reprise de provisions	51 887,00
transfert de charge	2 441,12
produits divers	3 060,56
Total I	26 728 747,38

RESULTAT FINANCIER

	Montant au 31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS	
Revenu des valeurs mobilières de placem	766 642,05
Reprise provision des VMP	116 882,93
Total produits financiers	883 524,98
CHARGES FINANCIERES	
Provision des VMP	-
Intérêts des emprunts	24 426,99
Agios	-
Total charges financières	24 426,99
Résultat financier	859 097,99

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature :

La Fédération n'a bénéficié d'aucun don au titre de l'exercice.

Prestations en nature :

La Fédération n'a bénéficié d'aucune prestation en nature au titre de l'exercice.

Bénévolat :

La capacité de la Fédération à réaliser ses missions repose non seulement sur les moyens financiers qui lui ont été alloués et sur son équipe salarié, mais aussi sur la contribution des élus des Fédérations Départementales qui participent aux réunions statutaires au sein de la FNPF. Ce temps consacré par les élus au sein des réunions du conseil d'administration, du bureau, ou des commissions et ne fait donc pas l'objet d'une valorisation au titre de l'exercice. Il n'y a pas d'autre bénévolat.

DETAIL DES TRANSFERTS DE CHARGES

Décision justice	2 441,12
Total	2 441,12



COMMISSAIRE AUX COMPTES

Conformément aux articles E.123-198 et R0233-14 du Code de Commerce (décret n°2008-1487 du 30/12/2008), le détail des honoraires du commissaire aux comptes pris en charge sur l'exercice est le suivant :

- au titre du contrôle légal des comptes : 57 050 €TTC
- au titre de conseils et prestations de service entrant dans les diligences directement liées : NEANT

REMUNERATION DES SALARIES

Conformément à l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, la rémunération totale des trois plus hauts cadres salariés s'élève à 328 036 € brut.